

Paris, novembre-décembre 2016

On nous appelle les CAFFs ou les CHAFFs

En Unité d'intervention, les chargés d'affaires n'en peuvent plus. ils étaient en grève, avec la Cgt et Sud, sur l'UI Pays de Loire, le 28 septembre, une cinquantaine rassemblée au siège à Angers. Un malaise partagé dans toute la « profession ».

La mule est bien « chargée »

Nous travaillons sur le cuivre, ou sur la fibre, nous sommes sur le terrain, ou nous travaillons « en ligne », ou encore comme « référents » pour les entreprises sous-traitantes. C'est le même malaise partout.

La direction nous en demande toujours plus : connaissance en cuivre, et maintenant en fibres, connaissance en génie civil, en aérien ; avec son lot d'applications informatiques, toutes plus ergonomiques les unes que les autres (42C, Ipon, Géofibre, Tigre, GDP, Gedaffaire, GESCAFF, Mapple, Pilpro, Agilis, PortAffaires, qualiflow, Gespot, Protys, Deviseur, Savoir, IMMOLINE, Muréa, SC@Ler...).

3 séries de prix, qui ne cessent d'évoluer, pour valoriser les devis « clients », le génie civil, le câblage cuivre et fibre, les appuis (poteaux), le marché Entreprise, les marchés « clé en main ».

Un métier toujours plus compliqué

Les questions réglementaires sont de plus en plus prégnantes, que ce soit en fibres ou en cuivre, en génie civil ou en aérien. la direction nous demande de « faire du chiffre », depuis qu'elle s'est rendue compte que c'était une activité qui pouvait « rapporter ».

Les « relations » avec les sous-traitants sont souvent conflictuelles, que ce soit en matière de qualité, de délais ou de valorisation. Les sous-sous-sous-traitants s'en retrouvent sous-sous-sous-payés du fait d'une politique d'Orange qui tire les prix vers le bas. L'entreprise ferme les yeux sur les questions de sécurité, déplaçant le risque sur le sous-traitant.

Avec les récents accidents graves, chacun sort le parapluie. C'est le ou la chargé-e d'affaires qui endosse une responsabilité supplémentaire. Et dans la même période, nous sommes de moins en moins nombreux, les ancien-nes partent avec leurs connaissances des réseaux, et les départs vont s'accélérer.

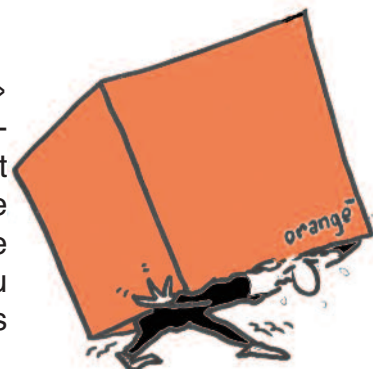
Des conséquences graves pour notre santé

La reconnaissance de la poly-compétence n'a pas suivi. Les chargé-es d'affaires en bande C ou en 2.2, avec 15, 20 ans d'ancienneté sont nombreuses. Les jeunes avec bac+2 débutent à 1 385€ nets par mois. Autant dire que nos directeurs et directrices ont du mal à trouver le mouton à cinq pattes à ce tarif là.

La fatigue et l'amertume nous envahissent peu à peu.

Difficile dans ces conditions de bien faire son travail.

Difficile de répondre dans les délais aux sollicitations des « clients », résidentiels, professionnels, entreprise, collectivités. Les demandes d'études s'accumulent dans les « bannettes », et avec elles leurs lots de stress.



Les « clients » nous appellent, nous relancent, nous demandent des délais, que nous ne pouvons pas donner. Ils ont enfin un nom, un numéro de téléphone et plus un SVI (serveur vocal interactif) anonyme, et le stress augmente.

S'arrêter ???

Ce sera pire en revenant. Certain-es font des heures supplémentaires non payées. Nous avons une conscience professionnelle. C'est tout bénéf pour l'entreprise. Tout le monde triche avec la réalité, nous reculons les dates des « R1 » pour ne pas rendre l'étude en retard, nous acceptons des « choses » qui ne respectent pas les règles d'ingénierie, nous proposons au « client » de faire lui-même une partie des travaux....

Il y a celles et ceux qui craquent, qui s'arrêtent, qui « pètent les plombs », ou qui demandent de changer de service, la pression étant trop forte.

Il y a les formations qui manquent ou sont seulement sur catalogue.

Il y a les jeunes qui s'en vont, formé-es par Orange, et qui gagneront plus ailleurs. Il y a celles et ceux qui après avoir couru un marathon sont fatigué-es et baissent les bras. Difficile de tenir dans la durée ; difficile d'être toujours motivé-e quand « tout fout le camp » autour de vous. Il y a celles et ceux qui partent, avec une mauvaise impression d'abandonner leurs collègues dans une situation pour le moins délicate.

Il suffirait de pas grand-chose

Et pourtant, le métier de chargé d'affaires est passionnant. Nous sommes là pour rendre un service, permettre à chacun d'avoir accès au monde des télécommunications. Nous maîtrisons une grande partie du processus, de la demande client jusqu'au raccordement, et la mise à jour de la documentation. Il est varié. Chaque cas est différent. Nous organisons notre travail, et cela n'a pas de prix.

Il est urgent de recruter et de former d'avantage de nouveaux chargé-es d'affaires que ce soit dans la fibre et dans le cuivre, pour soulager la charge de travail, rendre le travail attractif, et continuer à maîtriser la conception et la maintenance de la boucle locale.

Pour suivre Sud chaque semaine, s'inscrire à notre newsletter

Il y a aujourd'hui 26 UI , peut être 500 chargé-es d'affaires. Avec 150 recrutements, les anciennes pourront être remplacé-es, et la maîtrise conservée.

C'est un chiffre d'affaires garanti pour l'entreprise, et un meilleur suivi des entreprises sous-traitantes. C'est la garantie qu'Orange pourra assumer les futurs grands chantiers de coordinations.

Compte tenu des qualifications demandées, du niveau de responsabilité exigée, y compris financier (projets à plusieurs dizaines de milliers d'euros), tout-e chargé-e d'affaire avec un peu d'ancienneté doit être en bande D (2.3) minimum, avec un salaire net proche de 2.000 €.

Davantage de postes d'experts en bande Dbis (3.2) doivent être proposés, autre que les chargé-es d'affaires référents, faute de ne donner aucune perspective d'avenir aux jeunes.

Y a qu'à, faut qu'on

Nous savons bien qu'il ne suffit pas de demander pour que la direction « s'exécute ». Nous voyons bien la limite de nos directeurs d'unité qui ont très peu de marge en matière de recrutement. C'est bien d'un mouvement national dont nous avons besoin. C'est pour cela que nous vous proposons de vérifier, ensemble, le constat, les revendications et les pistes d'actions, si possible de manière unitaire, par une « tournée » des bureaux d'études. Nous vous proposons de témoigner sur la page Facebook «Orange En Ui» ou en adressant vos mails à orange.enui@sudptt.fr

Se coordonner pour être entendu !

A l'issue de cette consultation, nous souhaitons organiser une réunion téléphonique avec un maximum de bureaux, afin de décider ensemble des futures actions.

Si nous ne faisons rien, nous n'aurons rien ! Alors si l'on tentait ?

